



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La confiance comme seule ambition ?

Selon le ministère, « *bâtir l'école de la confiance* » passe par l'objectif global de 100 % de réussite au CP, par le dédoublement des classes et la possibilité de revenir à une semaine scolaire sur quatre jours.

Le ministère entend concentrer ses efforts sur la création de CP à douze élèves en REP+. Mais à moyens constants, ces classes seront créées au détriment du « Plus de maîtres que de classes ». Malgré ses dires, c'est donc bien l'arrêt annoncé d'un dispositif prometteur avant même que n'aient été évalués ses effets sur les élèves. Dans les départements, les DASEN annoncent clairement la fermeture de postes de « Plus de maîtres » pour permettre le dédoublement. Le SNUipp-FSU, comme l'ensemble de la communauté éducative, conteste cette décision.

Par ailleurs, afficher vouloir garantir aux élèves 100 % de réussite au CP, c'est laisser entendre que les enseignants n'auraient pas, d'évidence, cette ambition chevillée au corps. Limiter les exigences de l'école aux acquisitions des savoirs fondamentaux « lire, écrire, compter, respecter autrui », c'est tirer un trait sur toutes les autres compétences et connaissances que les élèves, et particulièrement ceux issus des milieux populaires, doivent acquérir pour devenir des citoyens éclairés.

De même, la possibilité du retour aux quatre jours par semaine n'est pas gage de réussite des élèves. Ce projet de décret répond seulement à une demande de souplesse concernant l'organisation de la semaine dont avaient été privés les conseils d'écoles en 2013.

Pour le SNUipp-FSU, répondre aux exigences et aux préoccupations des familles nécessite un investissement éducatif à la hauteur des pays d'un niveau économique équivalent qui ont de biens meilleurs résultats

en matière de réussite scolaire. Notre école a plus que jamais besoin d'effectifs réduits, de bonnes conditions pour réussir l'inclusion, de RASED en nombre suffisant, d'une formation continue conséquente, de la reconnaissance du temps de travail des enseignants ainsi que d'un service public d'activités péri-éducatives de qualité et accessible à tous. Cela suppose aussi de faire confiance aux équipes pédagogiques. On ne peut prôner l'initiative des équipes et installer dans le même temps des méthodes de pilotage injonctives.

Le ministère, tout en affirmant que l'éducation est la priorité du gouvernement, va prendre aux uns pour donner aux autres, défaire ce qui marche et n'apporter aucune réponse à une école primaire toujours sous investie. Pour le SNUipp-FSU, notre école publique exige une toute autre ambition.

Paris, le 15 juin 2017